# POINT DE SITUATION

13.05.2026

Asie-Pacifique

## Les restrictions commerciales de la Chine du 24 avril à l'encontre d'entreprises européennes de défense

**Mirville Ambre**
*Asie Pacifique*
Assistante de direction
coordination.cedire@fdnu.fr



La Chine ne "tolérera en aucun cas l'indépendance de Taïwan", déclarait le 12 avril Xi Jinping à la cheffe de l'opposition taïwanaise Cheng Li-wun. C'est dans ce contexte de tensions croissantes autour de la politique de réunification chinoise que Beijing a annoncé le 24 avril des restrictions commerciales à l'encontre d'entreprises européennes de défense qui commerçaient avec Taïwan.

***En quoi les restrictions commerciales mises en place par la Chine participent de sa politique de réunification nationale ?***

## Résumé exécutif

### CONTEXTE

La Chine annonçait le 24 avril des restrictions à l'encontre d'entreprises européennes de défense pour leurs relations avec Taïwan.

### ENJEU

La pression exercée par la Chine s'inscrit dans sa politique de réunification nationale.

### EVOLUTION

Ces restrictions n'engendrent pas d'impact global sur les relations commerciales entre l'UE et la Chine.

### POSITION CENTRALE

Les entreprises visées sont spécialisées dans l'équipement militaire et ont vendu des armes à Taïwan, ce qui contrarie la Chine dans sa politique de réunification. Dans un contexte où, depuis 2022, les exercices militaires chinois se multiplient autour de Taiwan, la vente d'armes est perçue comme une affirmation de son indépendance.

# POINT DE SITUATION

Les restrictions commerciales de la Chine du 24 avril à l'encontre d'entreprises européennes de défense

*13.05.2026*

*Asie-Pacifique*

## 1. Introduction

La Chine a annoncé le 24 avril des restrictions à l'encontre de sept entreprises européennes spécialisées dans l'équipement militaire, l'imagerie satellite et l'aviation à la suite de transactions avec Taïwan. Elles ont vendu des armements à l'île, considérée comme une province rebelle par l'État chinois qui a justifié ces restrictions par des enjeux de sécurité et d'intérêt national puisqu'il opère une politique de réunification depuis plusieurs années.

On compte parmi les entreprises concernées la belge Herstal, l'allemande Hensoldt ainsi que Excalibur Army, entreprise tchèque **1**. Elles produisent des armes légères, des radars ou capteurs avioniques. Si la Chine conçoit que des entreprises étrangères commercent avec Taïwan elle ne peut accepter que ces entreprises renforcent les capacités militaires de l'île.

## 2. ANALYSE DE LA SITUATION

En quoi ces restrictions servent-elles la stratégie chinoise ?

Des exercices militaires chinois se multiplient depuis plusieurs années sur le territoire taiwanais, dans les airs comme sur mer, et s'ajoutent à des pressions politiques constantes pour insuffler un mouvement favorable à la réunification au sein des autorités publiques taïwanaises. Le dernier exercice en date, en décembre 2025, a été nommé opération "Justice Mission" et a consisté en la simulation d'un blocus total de Taïwan qui a été encerclée par 89 avions de guerre et 28 navires **2**.

**INFO CLÉ**

Biens à double usage : Ces produits sont initialement conçus pour un usage civil mais peuvent être utilisés ou détournés à des fins militaires.

Ainsi, les relations commerciales de ces entreprises avec Taïwan ont été perçues comme de la "collusion" par la Chine, qui y voit la preuve que l'Union européenne reconnaît Taiwan comme un État à part entière et va à l'encontre des intérêts chinois.

Les restrictions pesant sur les entreprises européennes portent sur les exportations venues de Chine : les exportateurs chinois ont interdiction de leur fournir des biens à double usage, des produits initialement conçus pour un usage civil mais qui peuvent être utilisés ou détournés à des fins militaires comme des drones ou des logiciels de cryptage. Ces restrictions sont à effets immédiats et pèsent également sur les organisations et particuliers étrangers qui ne peuvent pas leur exporter ce type de bien d'origine chinoise. Cette sanction intervient après l'annonce par l'Union européenne (UE) du 20ème train de sanctions à l'encontre de la Russie le 23 avril et qui comprend des mesures contre des entités jugées apportant un soutien direct ou indirect au complexe militaro-industriel russe dont font partie des entreprises établies en Chine et à Hong Kong **3**.

## 3. EVOLUTION DE LA SITUATION

Une stratégie qui dépasse l'enjeu de réunification nationale

Le ministère du commerce chinois a expliqué que la Chine se réservait le droit d'approuver les expéditions dans des circonstances exceptionnelles. Les exportateurs de biens à double usage peuvent s'adresser au ministère chinois lorsqu'une exportation est jugée réellement nécessaire pour eux. Face aux récriminations de l'UE, le porte-parole du ministère a ajouté avoir prévenu de ces restrictions par voie diplomatique avant leur annonce. Il a également précisé que cela n'aurait pas d'impact négatif sur les relations commerciales avec l'Europe. Le reste des relations commerciales entre l'UE et la Chine ne seront donc pas concernées par ce type de contrôle.

### REPÈRES CHRONOLOGIQUES

| | |
|---|---|
| 2022 | Intensification des exercices militaires autour de Taïwan |
| 23/04/2026 | 20ème train de sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie |
| Avril | Sanctions commerciales de la Chine |

### TENDANCE STRUCTURELLE

Durcissement des instruments chinois entre pression militaire et coercition économique.

Seule la société tchèque *Excalibur Army* a fait une déclaration en relativisant les sanctions chinoises au vu de sa faible dépendance aux technologies à double usage chinoises. Le ministre tchèque des Affaires étrangères, Petr Macinka, a annoncé sur les réseaux sociaux assigner le représentant tchèque du bureau de Pékin pour éclaircir la situation [4].

Les entreprises européennes ont également coopéré avec l'île pour échapper à la chaîne de production chinoise en créant des drones moins coûteux grâce aux composants high-tech taiwanais [5]. À l'annonce de ces sanctions, la fédération technologique Agoria et l'alliance Belgian Security & Defence Industry (BSDI) ont réagi en appelant à accélérer la transition de l'UE vers une plus grande autonomie notamment dans le domaine de la défense.

### RÉFÉRENCES


1. Le Monde « La Chine annonce des restrictions visant sept entreprises européennes, pour ventes d'armes ou «collusion » avec Taïwan »
2. Asialyst « La nouvelle stratégie de conquête de Taïwan : un blocus plutôt qu'une guerre chaude »
3. Communiqué de presse de la Commission Européenne « L'UE adopte le 20e train de sanctions contre la Russie »
4. Le Soir « La FN Herstal frappée par des restrictions chinoises »
5. The Diplomat « China's Sanctions Hit Europe's Emerging Drone Doctrine »

# SITUATION BRIEF

13.05.2026

Pacific Asia

## The Chinese commercial restrictions of April 24 against European defence firms

**Mirville Ambre**
*Asie Pacifique*
Assistante de direction
coordination.cedire@fdnu.fr



"In no case will China tolerate Taiwan's independence" declared Xi Jinping on April 12 to the chief of Taiwanese opposition Cheng Li-wun. In this context of growing tensions centered on Taiwan's reunification policy led by China, the latter announced on April 24 commercial restrictions against European defense firms that traded with Taiwan.

***How do the trade restrictions imposed by China contribute to its national reunification policy ?***

## Executive summary

### CONTEXT

On April 24, the Chinese ministry of trade announced restrictions European defence firms because of their trades with Taiwan.

### STAKE

The pressure exerted by China is part of a much wider strategy in its national reunification policy.

### EVOLUTION

Those restrictions won't produce a global impact on commercial relationships between the European Union and China.

### CENTRAL POSITION

The firms targeted are specialized in military equipment and have sold arms to Taiwan, which undermines China's reunification policy. In a context where Chinese military exercises around Taiwan have intensified since 2022, the arms sales are perceived as a sign of Taiwan's desire for independence.

# SITUATION BRIEF

The Chinese commercial restrictions of April 24 against European defence firms

13.05.2026

Pacific Asia

## 1. Introduction

China announced on April 24 restrictions against seven European firms specialized in military gear, satellite imaging and aviation further to transactions with Taiwan. They sold weaponry to the island considered a rebellious province by the Chinese State which justified its restrictions by security issues and national interest as it led a reunification policy from many years.

Among the affected firms we count the Belgian Herstal, the German Hensoldt but also Excalibur Army, a Czech firm. They produce light weaponry, radars or avionic sensors 1. If China accepts that foreign firms trade with Taiwan, flagship in the production of microprocessors, it can't tolerate that those firms reinforce the island's military capabilities especially given the current context filled with tensions between the two Indo-Pacific entities.

## 2. SITUATION ANALYSIS

How do these restrictions support China's broader strategy ?

Chinese military exercises are multiplying from various years on Taiwanese territory, in the air as well as on the sea, and add to constant political pressures in order to push a favorable movement to reunification at the center of Taiwanese public authority. The last exercise to date is the "Justice Mission" operation led in December 2025 which consisted in the simulation of a total blockade of Taiwan with 89 war aircrafts and 28 ships 2.

**KEY INFORMATION**

Dual use goods : those products are meant to be used in a civil environment but can also be used or distorted for military objectives.

The commercial relations between Taiwan and these firms were therefore perceived by China as a form of "collusion", which Beijing interpreted as evidence that the European Union recognizes Taiwan as a sovereign state and acts against Chinese interests.

The restrictions weighing on the European firms concern exports originating from China : Chinese exporters are prohibited from supplying them with dual use goods, namely products initially conceived for civilian purposes that can also be used or diverted for military purposes such as drones or encryption softwares. These restrictions took immediate effect and also apply to foreign organizations and individuals, which are prohibited from exporting such Chinese-origin goods to these companies. The restrictions were issued just after the announcement on April 23 by the European Union of the 20th sanctions package against Russia which integrates measures against entities providing direct or indirect support to the Russian military-industrial complex including firms that are established in China or in Hong Kong 3.

## 3. EVOLUTION OF THE SITUATION

### A strategy beyond national reunification

China's Ministry of Trade stated that China reserves the right to authorize shipments under exceptional circumstances. Exporters of dual use goods may request to the Chinese ministry when an export is considered necessary for them. Facing EU recriminations, the spokesperson's ministry added that it warned the organization through diplomatic ways before announcing it but that it wouldn't have a negative impact on their commercial relations with Europe as the restrictions only concern a few defense firms. The rest of commercial relations between the EU and China won't be affected by that type of control.

**TIMELINE**

| | |
|---|---|
| 2022 | Intensification of Chinese military exercices around Taiwan |
| 23/04/2026 | 20th EU's package of sanctions against Russia |
| April | Chinese commercial sanctions |

**STRUCTURAL TREND**

Hardening of chinese power instruments, through military pressure and economic coercion

Only the firm *Excalibur Army* made a statement putting in perspective the restrictions given its low supply in chinese dual use technologies. The Czech Minister of foreign affairs, Petr Macinka, announced on social media the assignment of the Czech representative at the Beijing office to clarify the situation 4.

The European firms also worked with the island to escape the Chinese supply chain by creating less expensive drones thanks to the Taiwanese high-tech components 5. Following the announcement of these sanctions, the technology federation Agoria and the alliance *Belgian Security & Defence Industry* (BSDI) reacted by pleading for an acceleration in the European transition towards more autonomy in the defense sector.

**REFERENCES**

1 Le Monde « La Chine annonce des restrictions visant sept entreprises européennes, pour ventes d'armes ou «collusion » avec Taïwan »

2 Asialyst « La nouvelle stratégie de conquête de Taïwan : un blocus plutôt qu'une guerre chaude »

3 Communiqué de presse de la Commission Européenne « L'UE adopte le 20e train de sanctions contre la Russie »

4 Le Soir « La FN Herstal frappée par des restrictions chinoises »

5 The Diplomat « China's Sanctions Hit Europe's Emerging Drone Doctrine »